hebdo communiste des P.-O.

Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

- **Rentrée étudiante pénible**
  L'UEC réagit p.5
- **La Cigale**
  Police ou accueil éducatif p.6

Appel pour la liberté de la presse p.4

Construire l'avenir
Se lever !

2€ - N°3850 - Semaine du 2 au 8 octobre 2020

9 781234 567897

de Michel Marc

Il va falloir se bouger !

J'ose ce titre trivial et populaire. J'ose parce que l'idée s'impose. Et dans tous les domaines.

Les reculs, ou les avancées selon le côté où l'on se trouve, avancent à marche forcée, et en rangs serrés. Me viennent en premier les éructations du ministre Blanquer, puis celles de maints commentateurs (hommes), qui philosophent et moralisent hardiment sur la longueur des jupes et sur les tétons des jeunes filles et adolescentes de nos collèges et lycées. Quel sujet majeur ! Quel mépris pour les équipes et les principaux de collèges et de lycées ! Dans leur immense majorité, chacun le sait, ils et elles trouvent, en discutant posément avec les élèves et les familles, les ajustements qui conviennent à la bonne marche de leurs établissements.

Dans un autre domaine, il y a le sort réservé aux services publics dans le plan de relance. Zéro euro ! 0€ ! Rien pour la santé, rien pour l'école, rien pour les administrations utiles au bon fonctionnement de la société, enfin, rien pour ce qui est commun et qui nous appartient. Le démantèlement se poursuit. Ajoutons que les « aides » aux entreprises du plan de relance, quelques milliards, ne seront soumises à aucune condition sociale et environnementale. Doit-on l'accepter ? Des entreprises ferment et licencient, qui, ces dernières années, ont reçu de la communauté des aides importantes (CICE). Évoquons, pour terminer, la dégradation sensible et continue d'entreprises comme la Poste ou la Sncf. Les salariés y travaillent maintenant sous tension, les effectifs sont insuffisants, les salaires sont très bas, les réorganisations se suivent, les CDD et remplaçants occasionnels ne sont pas titularisés, les gares sont fermées et désertes, l'ouverture des bureaux de poste raccourcis et, au bout du compte, le service rendu ne répond plus aux besoins élémentaires. Des dizaines d'autres exemples me viennent encore à l'esprit, qui en disent beaucoup sur ce que sera la société dans dix ans, si on ne « renverse pas la table ».

Il va falloir s'y mettre ! La pauvreté s'installe

« *La pauvreté a explosé avec la crise du Covid* ». Tel est le cri d'alarme lancé par le secours populaire (SPF) dans le journal l'Humanité de ce mercredi 30 septembre. Le baromètre de la pauvreté, réalisé par IPSOS et le SPF, fait un constat : « *Avec le coronavirus et la crise économique qui en découle, beaucoup de français ont basculé dans la précarité* ». 9 millions de personnes vivent avec moins de 1200€. 33 % des français ont subi des pertes de revenus dans cette période, dont 43 % d'actifs. Parmi eux, 38 % sautent certains repas. C'est tout simplement insupportable, dans notre pays.

Annonces

Assemblée générale de « Ados sans frontières »
Vendredi 2 octobre à 18h30. Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - Perpignan.

Conférence départementale du PCF 66
Samedi 3 octobre à 9h. Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.

Hommage à Odette Sabaté
Dimanche 4 octobre à 11h. Mairie de Ria-Sirach.

Assemblée générale de « Train-en-Têt »
Mardi 6 octobre à 18h30. Salle du Foirail - Prades.

Collectif « La terre c'est nos oignons ». Réunion sur le PLUI
Mercredi 7 octobre à 18h30. Salle du Foirail - Prades.

UPTC. Le communisme : une perspective pour notre temps ?
Samedi 10 octobre à 18h30. Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - Perpignan.

L'actu vue par DELGÉ

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER
☐ 6 mois : 40€ ☐ 1 an : 78€

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER
Site+papier ☐ 1 an : 100€ Site ☐ 1 an : 66€

Nom, prénom : .....

N° : ..... Rue, bd, ave., etc. : ..... Nom de la voie : .....

.....

Code postal ou cedex : ..... Ville : .....

Mail : ..... Tél : .....

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Le Travailleur Catalan
44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de publication René Granmont
Administrateur Remi Cathala
Conception Priscilla Beauclair
Une : © infographie - photo Freepick
Illustrations : © Delgé
Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault
Publicité Richard Siméon

Plus d'articles sur www.letc.fr

suivez-nous sur

Crise sanitaire. Une méthode autoritaire contestable !

Covid-19. ***Quelle gestion pour éviter la réactivation du virus ?***

Des zones grises, roses, rouges, rouges foncées apparaissent sur la carte de France pour indiquer le taux de circulation du virus. La situation est préoccupante par endroit. Responsabiliser les populations ce n'est pas les accuser de tous les maux surtout quand les dirigeants de l'État ont eu, depuis le début, une gestion chaotique de la crise.

S'en prendre à la vie sociale d'un pays en l'accusant d'être le vecteur principal de la propagation du virus n'est pas le meilleur moyen de le combattre. Les lieux de culture, les lieux de détente… ne sont pas plus des lieux de contagion que les amphis surchargés des universités, les écoles collèges et lycées, les lieux de travail et de transport, les grandes surfaces…

Efficacité ou incohérences ?

Et pourtant dans la métropole d'Aix-Marseille, un des lieux où le virus est le plus actif en métropole, on impose la fermeture pour quinze jours des bars et des restaurants après les avoir sommés de fermer tous les soirs à 23h.

« *Pour justifier ses mesures, Olivier Véran n'a que le mot « protéger » à la bouche. C'est louable pour un ministre de la Santé mais un peu court pour redonner confiance dans une parole publique qui a tant été abîmée par les revirements et les incohérences du gouvernement depuis le début de sa gestion de la crise sanitaire* », écrit ainsi Léo Purguette dans le quotidien *La Marseillaise*.

Incomprises et vécues comme injustes, les mesures ont fait descendre dans la rue simultanément les élus locaux de toutes les couleurs du nuancier politique, le patronat de la restauration, les taxis et la CGT. Même les députés LREM des Bouches-du-Rhône se sont insurgés contre ce « climat de défiance », pour une réévaluation des interdictions au bout d'une semaine plutôt que de quinze jours.

Les élus passés à la trappe

De la « visibilité » d'Emmanuel Macron à la concertation prônée par le Premier ministre Jean Castex, tout a disparu. Une nouvelle série de mesures s'abat donc sans prévenir sur les élus. Ils sont réduits à quémander des informations pour rassurer leurs administrés et pouvoir s'organiser. En représailles, plusieurs d'entre eux ont déclaré refuser de verbaliser en cas de non respect de cette fermeture imposée.

Face à la fronde, le ministre de la Santé a donné son

accord pour ramener la fermeture des bars et des restaurants à 8 jours et concédé quelques autres aménagements. Un signal d'apaisement et d'ouverture pour les uns, un aveu de perte de contrôle sur la situation politique et sociale pour les autres.

Léo Purguette concluait : « *Si Olivier Véran n'écoute ni les élus locaux ni les habitants et qu'il cherche à les contraindre plutôt qu'à les convaincre, alors comment prétendre protéger ?* »

Dominique Gerbault

Ravages idéologiques en cours

Idées. ***Des voix se lèvent, forcément discrètes, qui alertent et tentent une réhabilitation de la raison. Sociologues, psychiatres, économistes, pédagogues et militants de « l'intelligence et de l'humanité » prônent une autre lecture de l'actualité où on amplifie la violence réelle et où on ne parle que de répression.***

La partie est faussée. Les règles du jeu, les règles d'un débat possible et nécessaire sont fixées à l'avance, unilatéralement, servant ceux qui ne s'adressent qu'à l'émotion, qu'à l'immédiateté, qu'au réflexe mental bon marché. Pour l'instant. Les supports médiatiques dominants accompagnent quasi exclusivement les discours guerriers, simplistes, et fixent les contours étroits de l'espace où ce débat pourrait s'épanouir. On y traite des faits, on les amplifie, et le citoyen est invité à trouver le moyen de s'en protéger. Rien d'autre. Rien sur la société telle qu'elle est. Et peu sur le « *Pourquoi* ». Emilio Meslet, dans l'hebdomadaire l'Huma-Dimanche (20/09), analyse quelques uns des aspects de cette domination idéologique, évoquant « *la dangereuse surenchère de la sémantique sécuritaire* », précisant dans sa présentation : « *Depuis juillet, la question sécuritaire occupe et pollue tous les débats* ».

« Séparatisme », « Ensauvagement » et « Culture de l'excuse »

Séparatisme. Nous sommes là dans la surenchère lexicale. C'est le président Macron lui-même qui promeut le mot, qui encourage le concept de « *Séparatisme* ». Il vise, insidieusement l'Islam. Il s'approprie les thèses sécuritaires, voire identitaires de Sarkozy. « *Ce terme, également présent dans le nom d'une loi qui sera discutée au Parlement début 2021, apparaît pour la première fois en octobre 2019 lorsqu'il annonçait vouloir lutter contre « un séparatisme » installé « dans certains quartiers », au nom « d'un islam dévoyé »* », précise ainsi le journaliste. Et il poursuit : « *Le président comprend qu'il ne pourra pas rallier les Français sur son projet d'essence libérale ; il essaie alors de le faire contre un ennemi de l'intérieur et invisible* » et ajoute : « *Il le fait au moment même où son gouvernement prépare une loi de différenciation territoriale (…) qui s'apprête à fragiliser la république une et indivisible* ». « *L'ensauvagement* », c'est le ministre de l'intérieur. Sarkozy parlait lui de « *racailles* », de « *barbares* ». « *Par ce vocabulaire, l'exécutif sort les gens de la civilisation, et donc du débat* » estime Damon Mayaffre, linguiste et chercheur au CNRS. « *On acte le fait qu'il n'y a pas à négocier avec eux (…)* » et rappelle le parallèle avec la période coloniale où le « *sauvage* » était la personne qu'on allait civiliser. Enfin, cette très fameuse « *Culture de l'excuse* » que le pouvoir et l'extrême droite prêtent à ceux qui posent la question des responsabilités générales dans la société. Marion Le Pen, par exemple qui déclare : « *Il existe maintenant une gauche identitaire qui porte une culture de l'excuse* », thèse reprise et ressassée par nombre de commentateurs, d'hommes politiques de droite et d'extrême droite, mais pas que (Manuel Valls…), et qui neutralise, à l'évidence, toute tentative d'analyse scientifique des problèmes. « *C'est le refus des déterminismes sociaux. (…). Selon Macron, tout le monde a sa chance, et donc, si vous êtes délinquants, c'est uniquement de votre faute, idée classiquement conservatrice. Cette posture idéologique, envahissante, nie ainsi l'utilité de la recherche sociologique, et à fortiori, les mesures sociales ou autres pour lutter contre les violences* ».

E. Macron, M. Valls et N. Sarkozy, les similitudes sémantiques interrogent.

Michel Marc

« Ensemble, défendons la liberté »

Société. ***Unis pour la liberté d'expression, 100 médias français ont signé une lettre ouverte à nos concitoyens.***

A l'initiative de la rédaction de *Charlie Hebdo*, plus de cent groupes de presse et médias, dont *L'Humanité*, ont signé, mercredi 23 septembre, une lettre ouverte, pour défendre la liberté d'expression suite aux menaces de mort récurrentes à l'encontre de plusieurs médias. Le texte rappelle l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 intégré à notre Constitution.

© Mairie de Paris.

Fresque de Christian Guémy, réalisée à Paris en mémoire des victimes de l'attentat commis contre la rédaction de Charlie Hebdo.

Une liberté de plus en plus menacée

La liberté d'expression est définie par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 qui dispose que « *tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.* » Elle constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique. Il s'agit tout à la fois d'une liberté individuelle et collective. L'incitation à l'autocensure, sport pratiqué çà et là, n'est autre qu'une forme subtile de censure. La lettre ouverte rappelle d'ailleurs que le délit de blasphème n'existe pas en France. Et de conclure : « *nous avons besoin de votre mobilisation, du rempart de vos consciences, pour chasser la peur et faire triompher notre amour indestructible de la Liberté* ».

La liberté est toujours le fruit d'une lutte

Cet appel a été lancé par des médias aux lignes éditoriales différentes, parfois antagonistes, mais qui ont su se réunir autour d'une valeur universelle. Il s'agit de riposter à toutes les intentions criminelles qui veulent mutiler notre liberté en l'amputant de ses membres : liberté de pensée, liberté de s'exprimer, liberté de ne pas être d'accord, liberté de dénoncer, liberté de créer, liberté de rire. Avec détermination cette culture de la violence doit être combattue. La Liberté n'est jamais acquise, elle est toujours le fruit d'une lutte. La loi qui encadre la liberté d'expression ne doit pas être perçue comme un carcan mais, au contraire, comme une alliée qui autorise une nécessaire amplitude d'opinions. La mise en porte à faux continuelle des fondements de la République génère une dangereuse fragmentation de la société. Il s'agit de défendre les valeurs universelles des Droits de l'Homme et on ne peut le faire que par un travail d'éducation, de confrontation d'idées, pour protéger ce qui est le socle de notre civilisation.

L'émancipation individuelle et collective ne sera le fruit que d'une République garante des libertés, démocratique, sociale et laïque. « *Aucune société humaine ne peut tenir debout sans un pacte commun minimal qui rappelle que l'humanité est une et indivisible.* » Riss (rédac-chef de Charlie).

Evelyne Bordet

https://charliehebdo.fr/2020/09/societe/lettre-ouverte-a-nos-concitoyens-ensemble-defendons-la-liberte/

A l'heure où nous écrivons ces lignes, un épisode tragique devant les anciens locaux de Charlie Hebdo venu confirmer que le fanatisme et l'intolérance sont toujours à l'œuvre. La rédaction de Charlie Hebdo, dans un communiqué a précisé : « *Loin de nous terroriser, de tels évènements doivent nous rendre encore plus combatifs dans la défense de nos valeurs. Il n'est pas question de céder quoi que ce soit à la logique mortifère et criminelle des idéologies qui motivent ces actes* ».

Covid-19

Les pays riches font main basse sur les vaccins. Alors qu'aucun vaccin contre le nouveau coronavirus n'est finalisé, 51 % des futures doses sont déjà achetées pour 13 % de la population mondiale. L'organisation non gouvernementale Oxfam accuse ce jeudi les pays riches d'avoir pré-acheté la moitié des doses. Le rapport souligne avec urgence la difficulté qu'aura une partie de la population mondiale à trouver des vaccins dans la période initiale. Un dispositif de mutualisation internationale appelé Covax et soutenu par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a certes été mis en place, mais il est boycotté par les États-Unis et manque de financements.

Les plus riches polluent plus

Selon un rapport de l'ONG Oxfam, les 1% les plus riches polluent deux fois plus que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Durant vingt-cinq ans, les 10% les plus riches de la population mondiale ont été responsables de 52% des émissions de CO2. La moitié la plus pauvre de la planète n'est responsable que de 7% des émissions de CO2 mais ils en paient le prix le plus fort. Autrement dit : « *La concentration des richesses aux mains d'une minorité aggrave la crise climatique* », résume Armelle Le Comte, responsable du plaidoyer climat à Oxfam France.

Victoire des pays anti migration

Pacte migratoire européen. ***Le 23 septembre, la Commission européenne a présenté ses propositions pour un nouveau pacte migratoire censé rendre les États plus solidaires les uns des autres dans l'accueil des migrants.***

Rendre les États plus solidaires les uns des autres, lutter contre l'immigration illégale, accélérer la reconduction des personnes en situation irrégulière, décriminaliser le sauvetage en mer tels sont les objectifs du nouveau pacte migratoire.

Il y a cinq ans, lors du pic migratoire et face à l'engorgement que connaissaient l'Italie et la Grèce, l'UE a tenté d'imposer des quotas de répartition des migrants. Mais elle s'était heurtée au refus catégorique de la Hongrie et autres pays de l'Est. Pour contourner ces refus, le nouveau pacte européen propose une sorte de solidarité à la carte : chaque Etat reste libre d'accueillir les demandeurs d'asile ou de financer la reconduite des migrants en situation irrégulière. « *C'est un peu le triomphe de Viktor Orban* », analyse un commissaire européen. De même l'ONG Oxfam accuse l'UE de « *s'incliner devant les gouvernements anti-immigration* ».

Quelques avancées pour les ONG en méditérrannée ?

Pourtant la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, voulait absolument abolir le règlement de Dublin. Ce ne sera pas le cas : la demande d'asile sera toujours traitée par le pays d'entrée en Europe. Simplement de nouveaux critères y sont ajoutés. Le pays responsable de la demande pourra être celui où le migrant a de la famille, ou s'il y a travaillé ou étudié.

Pour lutter contre l'immigration illégale, il est prévu un processus accéléré aux frontières (douze semaines) pour écarter les demandes de migrants peu susceptibles d'obtenir l'asile. Le pacte propose aussi d'intensifier les relations avec les pays d'origine des migrants en finançant les pays qui luttent contre les réseaux de passeurs.

Enfin, le pacte prévoit que les migrants sauvés en mer soient accueillis et non renvoyés chez eux et que les Etats ne poursuivent pas les ONG menant des missions de secours en Méditerranée. Dont acte. Quand on sait que la France a refusé l'accostage du Sea-Eye à Marseille, on s'interroge sur la solidarité française.

Après discussion au Conseil et au Parlement européens, le pacte devrait entrer en vigueur en 2022.

Anne-Marie Delcamp

Deux partis d'extrême droite vainqueurs

Italie. ***Au sortir des scrutins régionaux, la Ligue, Frères d'Italie (néo-fascistes) et leurs alliés de droite gouvernent quinze des vingt régions italiennes.***

Dans cinq des sept régions en jeu, les listes de conseillers régionaux présentées par la Ligue sont arrivées en tête de la droite. Cela permet à l'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini d'assumer le leadership sur l'ensemble de la droite et de l'extrême droite lors des prochains scrutins. Outre voter pour une liste de représentants, les Italiens désignent au scrutin uninominal direct le président de région. En Vénétie, Luca Zaia, le champion de la Ligue qui était candidat de toutes les forces de droite, est réélu à la tête de la région avec… 76,8 % des suffrages !

Dans les racines de l'extrême droite

Dans deux régions, c'est une formation néo-fasciste qui est la première force politique conservatrice : Frères d'Italie (FdI). Les héritiers du Mouvement social italien (MSI, un parti fasciste Italien crée à la fin des années 40), s'affirment comme la troisième force du pays. Dans les Marches, gouvernées jusqu'alors par le centre gauche, les droites (FdI, la Ligue et Forza Italia) avaient choisi un membre de FdI, Francesco Acquaroli, pour porter leurs couleurs. Ce dernier l'emporte avec 49,1 %. L'an dernier, il avait participé à un repas célébrant la Marche sur Rome, la prise du pouvoir par Benito Mussolini en 1922, dans la ville d'Acquasanta Terme où, en mars 1944, trente résistants et douze habitants dont un bébé furent massacrés par les troupes allemandes et les fascistes.

Ce scrutin marque la quasi-disparition de la droite dite modérée, incarnée depuis 1994 par les berlusconiens. Un ancien de Forza Italia (FI), Giovanni Toti, parvient bien à se faire élire en Ligurie, mais à l'échelle du pays ce parti, qui a longtemps été hégémonique, est réduit à n'être qu'une force d'appoint de l'extrême droite

Le centre gauche résiste

Si ce scrutin a plus que sanctionné les évolutions des rapports de forces au sein de la droite, le centre gauche dominé par le Parti démocrate résiste bien dans ses bastions. Il conserve, avec Eugenio Giani, la Toscane rouge, que la Ligue espérait conquérir, ainsi que les Pouilles et la Campanie. Et certains dirigeants démocrates croyaient voir hier dans cette résistance une victoire pour eux, voire un affaiblissement du leader de la Ligue, Matteo Salvini. Un affaiblissement tout relatif. Celui-ci a reconnu lundi soir qu'il avait espéré « *quelque chose de plus* » que les quatre régions remportées par la droite. Mais, « *à partir de demain, la Ligue et (ses alliés de) centre droit seront à la tête de quinze régions sur vingt* », se réjouissait-il mardi.

Roger Rio

Carte des régions d'Italie.

Sémhur / Wikimedia Commons / CC-BY-SA-3.0,

Une expulsion scandaleuse !

Mercredi 16 septembre, la France a expulsé vers la Turquie un militant associatif kurde. Ce père de trois jeunes enfants, accusé par Ankara d'appartenir au PKK, a été immédiatement emprisonné et risque désormais vingt de prison pour s'être battu pour la justice et la liberté en Turquie.

Alors qu'Emmanuel Macron se répand, avec des accents guerriers, sur le régime autoritaire et agressif qu'impose le tyran Erdogan. Mais il vient de livrer l'un de ceux qui incarnent la démocratie dans ce pays. Quel bel exemple de double langage et de veulerie devant un dictateur !

Le PCF a immédiatement condamné « *cette expulsion honteuse et criminelle* » estimant que la France se doit de protéger les militants kurdes qui s'y réfugient.

Une rentrée très difficile dans nos facs

Universités. ***Anaïs Fley étudiante en master d'histoire des sciences des techniques et des savoirs à l'EHESS à Paris, et secrétaire nationale de l'UEC (Union des étudiants communistes), répond aux questions concernant la rentrée universitaire.***

Comment les étudiant.e.s vivent cette rentrée si particulière ?

La rentrée est difficile comme partout ailleurs. La saturation des facs, qui avait déjà atteint un stade critique depuis des années, rend impossible le respect des règles sanitaires et les étudiant.e.s masqué.e.s se retrouvent entassé.e.s en amphi. Cette situation est source de stress supplémentaire, après neuf mois compliqués à gérer pour les jeunes. Comme depuis des années, les universités ont désespérément besoin de moyens budgétaires et logistiques pour accueillir dignement les étudiant.e.s (10 milliards de plus par an). Pendant ce temps, Mme Vidal continue de renvoyer la responsabilité de la situation sanitaire dans les facs aux étudiant.e.s. La Ministre n'ayant pris aucune disposition concrète pour préparer la rentrée. Les étudiant.e.s en payent le prix.

Une aide spéciale a-t-elle était mise en place pour l'achat des masques des étudiant.e.s ?

Dans certaines universités, comme celle de la Rochelle, des mesures ont été prises pour fournir à chaque étudiant.e des masques gratuits. C'est donc possible. Pourtant, aucune mesure nationale n'a été engagée.

« Parcoursup » a-t-il rempli son rôle cette année ?*

Si l'on s'entend sur le fait que le rôle de Parcoursup est celui d'une machine à trier les étudiant.e.s à l'entrée de l'université pour fermer ses portes à celles et ceux originaires des quartiers les plus populaires, alors oui. Des milliers de jeunes se retrouvent sans formation à la rentrée, malgré leur bac en poche. Le gouvernement savait que de nombreux.ses bachelier.e.s allaient réussir cette année, mais rien n'a été fait pour les accueillir. Des centaines de familles ont sollicité des dispositifs comme SOS Rentrée, mis en place par le département du Val-de-Marne.

Que propose l'UEC pour répondre au mieux aux problématiques des étudiant.e.s ?

À l'heure actuelle, plus de 3400 étudiant.e.s se mobilisent avec nous pour un revenu étudiant. Avec notre campagne de rentrée, « *Étudier, c'est travailler* », nos études sont un travail à plein temps, qui n'est certes pas reconnu comme tel par le patronat, mais qui est pourtant bien réel. Nous ne créons pas de valeur économique, mais nous développons la valeur de nos qualifications et nous nous formons à être compétent.e.s. C'est grâce à notre activité que la France progresse et qu'elle est capable de se confronter aux défis de notre temps, notamment le défi climatique. Nous pensons que la gratuité des études doit être acquise pour tou.te.s, français.e.s comme étranger.e.s, et que notre travail doit être reconnu au travers d'un revenu étudiant. Ce revenu, financé grâce aux cotisations sociales et au moins égal au SMIC, rendrait leur dignité aux étudiant.e.s et permettrait à tou.te.s d'accéder à l'enseignement supérieur et d'y réussir dans les meilleures conditions.

Propos recueillis par Nicolas Carrère

***Parcoursup : Dispositif gouvernemental censé organiser les inscriptions dans les études supérieures, obligeant à des pré-inscriptions et sélectionnant les nouveaux étudiants.**

Jeunes à la rue

La Cigale. ***S'asseyant sur une décision de justice, le maire RN de Perpignan envisage d'installer un poste de police dans les locaux de l'ancien hôtel qui devait accueillir des mineurs non accompagnés.***

La question de La Cigale refait surface. Les locaux de cet ancien hôtel restaurant ont été acquis l'an passé par le conseil départemental pour l'hébergement, l'encadrement et l'insertion d'une quinzaine de jeunes mineurs non accompagnés. Rappelons que la protection de l'enfance, et donc celle des mineurs non accompagnés, fait partie des missions obligatoires du conseil départemental. L'ancien maire de Perpignan, Jean-Marc Pujol, avait aussitôt préempté le bâtiment prétextant la nécessité d'y implanter un poste de police. Le conseil départemental ayant saisi la justice, le tribunal administratif lui a donné raison et a annulé la préemption. Et voilà qu'aujourd'hui le nouveau maire Louis Aliot, déclare vouloir reprendre le projet de son prédécesseur. « *Il bafoue les décisions de justice* », s'indigne le conseil départemental dans un communiqué, l'assemblée départementale saisit à nouveau la justice. Ainsi, actuellement, la situation est bloquée, personne ne peut occuper les lieux, or, le nouveau maire de Perpignan annonce une implantation en sachant pertinemment qu'il ne peut disposer du bâtiment !

© Anne Lacoste.

Louis Aliot a installé un poste de police municipale dans l'hôtel la Cigale à Perpignan.

Françoise Fiter, vice-présidente du conseil départemental, est profondément révoltée par cette situation : « *C'est un très beau projet qui répond à un appel à projets européen qui est remis en cause, une vraie entrave à notre mission de protection de l'enfance..* ». Elle conteste « *une décision purement idéologique* », et ses conséquences : « *ces jeunes seront à la rue, livrés à eux-mêmes, est-ce que c'est la solution ? Alors qu'ils veulent vraiment s'en sortir ! Voilà comment on considère des jeunes qui ont traversé tant d'épreuves, c'est un manque total d'humanité !* »

Une affaire qui suscite une autre question que formule ainsi Françoise Fiter : « *Pourquoi mettre en concurrence deux services publics aussi nécessaires l'un que l'autre ?* »

On peut en effet se demander pourquoi, par exemple, le commissariat installé proche de la place Cassanyes, fermé depuis trop longtemps, ne pourrait pas reprendre du service ?

Nicole Gaspon

Dernière minute

Il semblerait qu'une amorce de dialogue soit entamée entre la ville et le département. Affaire à suivre.

Caudiès-de-Conflent. Un anticommunisme viscéral

En mars dernier aucun candidat ne s'est déclaré pour les municipales dans ce petit village qui compte 19 habitants à l'année et 27 sur les listes électorales. Pour l'empêcher de disparaître, il fallait constituer une liste dans un délais de 6 mois.

Un communiste ayant pied à terre à Caudiès-de-Conflent a monté une liste avec 6 autres habitants. Même si 4 citoyens de la liste n'étaient pas électeurs dans la commune, cette élection aurait du n'être qu'une formalité.

Mais Matemale, commune voisine, voulait récupérer ce village. Il lui était intolérable de voir élire un maire communiste qui, de plus, siégerait à la communauté de commune (Pyrénées-catalanes). Une campagne de dénigrement s'est alors déchaînée contre la tête de liste.

Il a été le seul à ne pas être élu au premier tour (8 voix sur 23 exprimés) mais élu au second tour avec seulement 6 voix sur 22 votants. Par respect au suffrage universel, il ne s'est pas présenté comme maire de la commune. Voilà comment est remercié celui qui voulait sauver la commune, élan naturel pour un communiste, les deux mots ayant la même racine.

D.G.

« Nous revendiquons la « prime Covid » décidée par l'État »

Perpignan. ***Soixante-dix salariés de l'IDEA, parmi ceux non réquisitionnés, ont manifesté ce lundi devant le Conseil départemental.***

L'IDEA c'est un peu plus de trois cents salariés, toutes fonctions confondues, qui accueillent des enfants et des adolescents assujettis à une mesure de l'ASE (aide sociale à l'enfance) ou placés par la PJJ (protection judiciaire de la Jeunesse). L'établissement est géré par le CD, Conseil départemental, et les salariés ont le statut hospitalier. Avec leurs syndicats CFDT et CGT, ils réclament la même « *Prime Covid* » décidée par l'État, la prime de 1000 €. « *Comme les autres* », disent-ils, citant l'Unapeï, les IME et d'autres établissements médico-sociaux du département, ayant, eux aussi, travaillé pendant le confinement. 7 jours sur 7, et 24h par jour. « *Nous rentrons parfaitement dans les critères d'attribution de cette prime fixée par l'État et nous ne comprenons pas cet oubli. Nous sommes là, déterminés, pour faire pression et pour négocier* ». Une délégation a pu être reçue.

Déterminés pour réclamer la prime Covid accordée à d'autres salariés du médico social.

De son côté, le Conseil départemental qui les a reçus s'est expliqué : « *(…). Le gouvernement a réagi dans l'improvisation en mettant en place un système de prime incohérent, révélateur de sa méconnaissance profonde de ces services publics. Ont été exclus les établissements relevant de la compétence des départements, pour lesquels aucune enveloppe financière nationale n'a été débloquée* ». Le problème est là. « *Il vous faut aussi écrire à Jean Castex, et aux députés de la majorité parlementaire pour les rappeler à leurs responsabilités. Ils décident d'une prime et ne la financent pas* » déclarait ainsi aux salariés Françoise Fiter, conseillère départementale. Le CD a, malgré tout, proposé d'étendre la prime à tous les agents (…) et de la valoriser à hauteur de 500€. De nouveaux rendez-vous ont été programmés.

Michel Marc

100 ans du Parti communiste français

Une battante : Lucette Pla-Justafré

Femmes militantes. ***Militante syndicale et politique, activiste sans freins, Lucette Justafré a marqué la vie des Pyrénées-Orientales de 1930 aux années 80.***

Née à Céret en 1913, fille de Michel Justafré, cafetier, et de Marthe Souquet, elle fut sensibilisée aux idées socialistes dès l'âge de quinze ans. Entrée en 1930 à l'École normale d'institutrices de Perpignan elle en sortit première de sa promotion. Elle se maria en 1933 avec un instituteur, Justin Carrière, dont elle divorça en 1937. En 1954, elle épousa André Pla qui fut tué dans un accident d'automobile en 1956, elle-même étant gravement blessée.

Lucette Pla Justafré, collection André Balent.

Activement solidaire avec l'Espagne républicaine et résistante très engagée

D'abord militante socialiste, elle participa avec passion aux événements de février 1934 et adhéra au Comité départemental de vigilance antifasciste. Dès juillet 1936, elle se passionna pour la lutte de l'Espagne républicaine, acceptant dans sa classe au Perthus des élèves de nationalité espagnole, accueillant chez elle de nombreux réfugiés et réussissant après la Retirada à pénétrer dans les camps pour aider les réfugiés. À partir de septembre 1939, « suspecte », elle fut étroitement surveillée par la police puis déplacée d'office. Elle s'engagea dans de multiples activités de résistance, se rapprochant en même temps du parti communiste auquel elle adhéra à la fin de 1944. Elle participa à la mise en place du Comité local de Libération d'Ille-sur-Têt et fut habilitée à siéger dans les comités d'épuration.

Active syndicaliste, militante et élue communiste

À partir de 1944, Lucette Justafré milita surtout au SNI (Syndicat National des instituteurs), localement et nationalement. En1946, elle fut déléguée pour présider un congrès à Oran. La situation coloniale, le sous-développement et la faible scolarisation des Arabes et des Berbères lui laissèrent une impression « terrible », dont elle fit part au congrès national qui suivit. Elle participa à des congrès internationaux. Après 1954, elle siégea dans la section permanente du Conseil supérieur de l'Éducation nationale. Jusqu'en 1965, elle assuma toutes ces fonctions en continuant à assurer ses tâches professionnelles d'institutrice à Ille-sur-Têt. Elle prit sa retraite de directrice d'école en 1968. Elle milita aussi au sein du PCF, ainsi qu'à l'Union des Femmes Françaises, surtout à partir de 1959. Secrétaire de la section communiste d'Ille-sur-Têt, elle siégea au comité fédéral de 1961 à 1977. En 1970 elle assista au XXe congrès du PCF. À partir de 1971, elle présidait l'association départementale des élus communistes et républicains. Conseillère municipale d'Ille-sur-Têt, puis maire de la ville de 1977 à 1983, elle fut une élue très active et Ille-sur-Têt lui doit de nombreuses réalisations dans tous les domaines. Candidate du PCF au Conseil général dans le canton de Vinça en 1964, elle fut élue dès le premier tour, réélue en 1970 et en 1976. En 1982 elle ne se représenta pas comme maire et peu après, en désaccord avec la direction nationale, elle quitta le PCF. De 1983 à 2000, son état de santé ne cessa de se détériorer. Ses obsèques, le 2 avril 2000 à Ille-sur-Têt, permirent de lui rendre un dernier hommage.

Yvette Lucas

Lire dans le TC numérique la version complète de la biographie de Lucette Pla-Justafré.

La CGT fait son chemin en Cerdagne

Syndicalisme. ***Bientôt une base haut perchée ?***

L'exploitation des salariés n'a pas de limites en altitude. Cela ne se voit pas quand on monte skier ou se promener. C'est pourtant la réalité que vivent toutes celles et ceux qui travaillent là-haut, qu'ils soient territoriaux, fonctionnaires d'État, ou saisonniers c'est à dire précaires. Actuellement, les syndiqués CGT dépendent de Prades. Mais, comme l'a dit Maud Goret, responsable CGT des saisonniers, la désignation d'un référent propre à la Cerdagne devrait avoir lieu après la tenue du congrès départemental.

Ceci devient nécessaire. Les salariés de là haut luttent, qu'ils soient précaires ou du secteur public. Les agents des finances publiques s'opposent à la fermeture des centres de proximité. Ils avaient organisé un rassemblement à Mont-Louis en 2019. Les saisonniers ont obtenu l'abandon du projet de réforme de leur convention collective pourtant souhaité par le patronat. Celle-ci aurait réuni les saisonniers des stations de skis et ceux de l'hôtellerie de plein-air.

Des succès ont été obtenus

En ce qui concerne l'indemnisation du chômage, la victoire n'a été que partielle. En effet, les salariés saisonniers ayant travaillé au moins 4 mois, et non 6 mois comme prévu par le projet de réforme, pourront toucher les allocations chômage. Mais il n'y aura pas d'effet rétroactif. En 2020, seuls auront droit aux indemnités les saisonniers dont le contrat se termine après le 1er août. Suite à une saison interrompue brutalement par la crise de la Covid-19, beaucoup de saisonniers subissent des contraintes financières.

L'occupation du rond-point d'Egat, lors de la lutte contre la réforme des retraites été réalisée grâce aux syndicalistes CGT de Cerdagne. Il leur était difficile d'aller manifester à Perpignan. L'éloignement par rapport à Prades milite également en faveur de la création d'une structure syndicale en Cerdagne. Les raisons ne manquent pas pour que la CGT soit organisée là-haut.

Ève Gerbault

Conflent. La fête de la pomme n'aura pas lieu en 2020

Pour la première fois depuis sa création, il y a 37 ans, la fête de la pomme est annulée en raison de la crise sanitaire. Cette année, elle devait se tenir à Sahorre, le dernier dimanche d'octobre. Son annulation était prévisible, mais c'est une catastrophe économique pour la vallée de la Rotja. Elle s'ajoute à une année des plus médiocres pour la récolte des pommes. Comme si la pandémie de la Covid-19 ne suffisait pas, les conditions météo ont été désastreuses ce printemps.

La fête de la pomme rassemblait plus de 10.000 personnes les bonnes années. Cette manifestation fédère tous les artisans, commerçants et agriculteurs de la vallée. Ce lieu de rencontre annuel irrigue la vie de ce territoire à l'écart de la RN 116. Les exposants font toujours de bonnes journées. Le manque à gagner va être énorme. Il n'est pas sûr qu'il soit compensé, comme le souhaitent les organisateurs, par la venue d'acheteurs de fruits, de légumes, de fromage, de pain à l'ancienne… Dommage car cette vallée fait vraiment de gros efforts pour vivre et se développer.

Les organisateurs et les exposants ne baissent pourtant pas les bras. Ils nous donnent rendez-vous pour la 38e édition de la fête de la pomme le 31 octobre 2021 à Fuilla.

E.G.

En Català

Calibre 12

- S'ha apagat la veu de l'estany.

- " Les veus de l'estany" era el nom d'un grup que cantava havaneres, fins i tot pensi que van ser els primers a fer aquesta música a Catalunya nord... però ja no actuaven fa temps...

- Sí, i el Joan Pau Martin actuava altrament, cantant amb una acordionista. Va morir ahir... ja se sap com les havaneres varen venir a Europa, amb la guerra de Cuba, els mariners catalans... mes ell sabia de quina manera precisa... i, parlant de Cuba, tu, per exemple, d'on diries que ve el tango?

- Home, clarament d'Argentina... i també sé que el cantant segurament més conegut del món d'aquesta música, el famós Carlos Gardel, era de Tolosa!

- Molt bé! Però lo que segur ignores, i que me va aprendre el Joan Pau Martín fa poc, és que en realitat, el tango va ser una creació... de cubans!

- I això com?

- Doncs es veu que en el marc d'uns intercanvis comercials, de tipus poc recomanables, és clar, s'utilitzaven esclaus negres de Cuba; quan s'arribava a Argentina, per que no se puguin escapar, els tancaven en un lloc que en deien "el tango"; i per animar-se, els presoners cantaven, barrejant ritmes i melodies...

- Una altra mena de música afro-americana si ho entenc bé...

- Això mateix... mes ell sabia tots els detalls, i moltes altres coses, perquè s'interessava a tota mena d'aspectes de la cultura catalana, era un català de debò...

- Malgrat el seu nom tan francès.

- Ens havíem de trobar perquè tenia informacions sobre llocs i fites de l'antiga frontera entre França i Aragó, del costat de Rebollet on caminava i que coneixia tan bé... elements d'un museu a l'aire lliure que es perdran amb ell...

- Diuen que a Africà quan mor un vell desapareix una biblioteca... doncs també arriba aquí...

En aquest cas una biblioteca universal, oberta al món, de Cuba a les terres catalanes passant per Argentina i Rebollet.

C&C

Un outil au service de tous

Archives numériques. ***Mardi 22 septembre, le Département 66 présentait la mise en ligne d'un outil pour retrouver les personnes concentrées ou internées dans les camps de la seconde guerre mondiale, lors de la Retirada* et après.***

Une première en France ! Nous avons interrogé sur le sujet Nicolas Garcia vice-président du Département et maire d'Elne, par ailleurs petit-fils de républicain espagnol.

Peux-tu nous expliquer de quoi il s'agit ?

Il s'agît d'une banque de données mise ligne, que l'on pourra consulter d'un simple clic sur le site du département https://www.ledepartement66.fr/les-ressources-sur-les.../ . Plus de dix ans de travail pour entrer tous les éléments qui la composent. Jusqu'à présent ce genre de recherche était exclusivement possible aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales, cela pouvait prendre beaucoup de temps, de déplacements couteux et lointains… Désormais, depuis le monde entier, on peut, en quelques minutes, retrouver des aïeux concentrés ou internés dans les camps d'Argelès, de Saint Cyprien ou Rivesaltes, entre septembre 1939 et novembre 1942.

Quel a été le rôle du CD dans cette histoire ?

Le Département a fait le choix et a financé le travail de ce qui est encore unique en France, l'Aude va suivre mais nous sommes les premiers. Les archives départementales dépendent de lui et une nouvelle fois il se met au service de la population et facilite la vie aux chercheurs. Les agents qui ont travaillé à cette banque de données ont fait des fiches individuelles les plus complètes possibles. Il suffit d'aller sur le site du département cliquer le nom et prénom de la personne recherchée pour qu'apparaissent âge, provenance, date d'arrivée au camp de concentration ou d'internement, parfois métier, religion, engagement politique…

La retirada est et reste toujours un sujet d'actualité. Dans le département et peut-être aussi ailleurs. Comment l'expliques-tu ?

D'abord cette banque de données ne concerne pas que la Retirada, mais tous les « indésirables » passés par les camps de septembre 1939 à novembre 1942, donc juifs de diverses nationalités, tsiganes… mais effectivement majoritairement des espagnols, catalans, basques, des rouges comme on les appelait. La Retirada a changé la trajectoire du département pour toujours, sans elle les Pyrénées Orientales seraient différents, autre culture, autre économie. Il n'y a qu'à regarder le bottin téléphonique. Des dizaines

Une banque de données accessible sur le site www.ledépartement 66.

et des dizaines de familles issues de la Retirada se sont implantées définitivement dans les P.-O. après 1939, cela ne peut être sans conséquences quant au cours de l'histoire. Et aujourd'hui les descendants de ces exilés veulent savoir et retrouver leurs racines. Quoi de plus normal.

Propos recueillis par Michel Marc

***La Retirada a débuté en janvier 1939, le flux le plus important des 475 000 personnes qui ont connu l'exode se situe sur les trois dernières semaines de février, les frontières seront fermées par les Franquistes début Avril. Le mouvement continuera clandestinement jusqu'aux milieu des années 50 notamment pour les regroupements familiaux et les militants politiques.**

La mairie nuit aux épiceries de nuit…

Perpignan. ***La colère des gérants d'épiceries de nuit gronde contre l'arrêté municipal obligeant à fermer à 22 heures.***

Pour Aliot les commerces de nuit engendraient des tapages noctures et des trafics.

Vendredi 25 septembre les gérants d'épiceries de nuit ont protesté contre l'arrêté municipal les contraignant à baisser le rideau à 22 heures au lieu de 2 heures du matin. Le maire de Perpignan justifie sa décision sur le fait que ces commerces engendreraient « *des tapages nocturnes et des trafics* ».

Avouons que la décision parait étrange. Car si trafics il y a, ils ne commencent certainement pas à 22 heures. N'est-il pas plus logique de contrôler et fermer totalement les commerces qui se livrent à ces trafics et de laisser les autres poursuivre honnêtement leurs activités ? Sinon, par exemple, on devrait clore tous les restaurants dès que certains d'entre eux auraient été fermés par la répression des fraudes.

Quant aux tapages nocturnes, les épiceries de nuit sont loin d'être les seuls lieux de Perpignan qui génèrent ces nuisances. Demandez à ceux qui habitent dans les rues où se trouvent de nombreux restaurants et bars ! Que fait la mairie face à cela ?

Comme le relevait vendredi une des manifestantes, en parlant des épiciers de nuit, « *il ne faut pas se mentir, ce sont très souvent des gens d'origine maghrébine* ». Et l'Observatoire pour le respect des droits et libertés 66 précisait : « *C'est une tentative d'amalgame grossier entre la délinquance et les personnes d'origine maghrébine* ».

Mais est-ce étonnant de la part d'un maire du Rassemblement national ?

René Granmont

Et Hop ! Suppression ou maintien des vols ?

Après une période d'inactivité durant le confinement, l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes a repris ses rotations.

La filiale Hop d'Air France avait annoncé suspendre ses vols entre Paris-Charles-de-Gaulle et Perpignan, ce qui a provoqué une révolte générale des passagers réguliers. L'aéroport de Perpignan qui emploie 85 salariés, appartient à un syndicat mixte réunissant la Région Occitanie (70%), le département des Pyrénées Orientales (15%) et la Métropole Perpignan Méditerranée (15%). Depuis le 1er janvier 2020, la gestion est assurée, pour 10 ans, par une société privée, gestionnaire aussi de l'aéroport de Carcassonne et de celui de Tarbes Lourdes.

La présidente de la Région, Carole Delga, en visite au Polygone nord, a annoncé que « *Les projets d'Air France sont inadmissibles !* », ils pénalisent durement l'activité économique de Perpignan.

Air France a demandé l'ouverture de négociations et maintient provisoirement la liaison Perpignan-Paris... mais jusqu'à quand ?

Le secours populaire invente « l 'accès culture » à Cabestany

Mardi, 21 septembre, le comité de Cabestany a tenu son assemblée générale en présence de bon nombre de ses bénévoles et de plusieurs invités.

Outre les activités traditionnelles (colis alimentaires, braderie, vacances, Pères Noël Verts...), un accent particulier a été mis sur l'aide aux sports (38 jeunes aidés en 2019 et un objectif de 50 en 2020) financée grâce à la course pédestre, La Cabestanyenca.

Le comité innovera cette année avec la mise en place de «l'accès culture», permettant aux ayants droit d'aller au cinéma ou au théâtre pour 1 € en collaboration avec le service culturel de la Mairie de Cabestany

Rémi Lacapere, conseiller départemental, Gérard Bosh, adjoint aux sports et représentant le maire de Cabestany, et Aurélie ROBIC, secrétaire générale de la fédération départementale du Secours populaire se sont rejoints pour souligner la vitalité du comité et l'ont assuré de leur soutien.

Hommage à Odette Sabaté

Ancienne résistante, elle sera déportée à Ravensbruck avec sa mére et sa sœur et elle sera la seule à en revenir. Militante attachée à l'idéal communiste et à la cause des femmes, engagée très jeune aux côtés des Brigades internationales en Espagne, Odette Sabaté-Loiseau nous a quittés il y a quelques semaine à l'âge de 96 ans.

Un hommage sera rendu à Odette Sabaté dans le village de sa famille, dimanche 4 octobre à 11h à la mairie de Ria-Sirach.

À cette occasion prendront la parole le maire de Ria-Sirach, le fils d'Odette, Pierre Chevalier pour l'ANACR et Françoise Fiter pour le PCF.

L'USAP contre vents et Méret

Rugby à XV. ***Les Catalans s'imposent à Carcassonne (23-26) malgré la réussite du buteur audois Lucas Méret***

Odette s'est invitée à la rencontre Carcassonne-USAP. Oui, vous savez Odette, la tempête qui a circulé en Belgique et qui s'est muée, dans notre sud, en une sévère perturbation accompagnée d'un froid aussi soudain qu'inattendu, grand vent et pluie. Digne d'un glacial mois de février.

Des Carcassonnais opportunistes

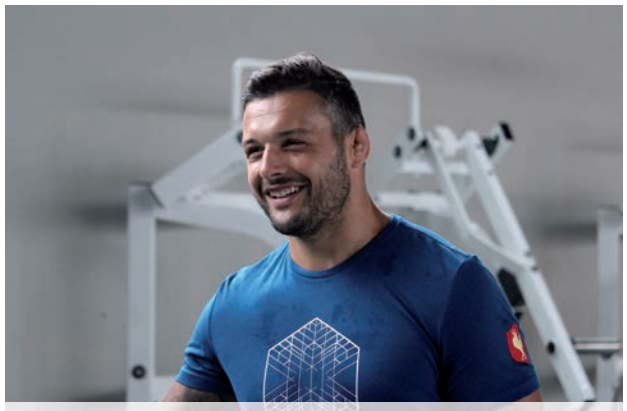
Poussés, en première période, par une vaillante tramontane, les Carcassonnais se devaient de prendre une sérieuse avance avant la pause. Les Catalans aidaient bien leurs hôtes en faisant des fautes parfois indignes de joueurs professionnels. Même s'il est vrai que les nouvelles règles sont parfois difficiles à interpréter, un joueur pro se doit de savoir les appliquer correctement. Sans faire des actions véritablement sensationnelles ni sans entrer dans les 22 mètres adverses, les audois arrivaient à pousser les Catalans à la faute et... il ne fallait pas pousser très fort. Lucas Méret, excellent buteur, se chargeait, tel un métronome, de sanctionner une USAP qui semblait en perdition. 15 à 0 au bout de 30 minutes. Le match était-il déjà plié ?

Une conquête sang et or à la rue

Mêlée chahutée, alignement incroyablement inexistant avec 9 ballons perdus sur lancers catalans. De quoi déprimer la centaine de supporters de l'USAP ayant fait ce court déplacement. Par contre Carcassonne démontrait, lors de ce match, une réelle faiblesse technique qui ne permettait pas à ses avants de bonifier leurs efforts. À ce jeu les Audois s'émoussaient au fil des minutes. Ben Volavola avait l'excellente idée de marquer à trois minutes de la pause et redonner espoir aux sang et or. En seconde période la tramontane avait, elle aussi, la bonne idée de ne pas s'arrêter de souffler et de pousser les Catalans vers une première victoire à l'extérieur. Le capitaine sang et or Damien Chouly reconnaissait que « *gagner avec autant de déchet en conquête* » était très rare, mais l'USAP avait sûrement l'envie.

Du courage et du coeur

Dans l'obligation de faire jouer ses jeunes, l'USAP « *était très déterminée à faire quelque chose à Carcassonne* » devait avouer le coach Patrick Arlettaz. Pas moins de douze jeunes formés à l'USAP étaient sur la feuille de match et ont foulé la pelouse d'Albert-Domec ! Qui dit mieux ? L'envie débordante de ces jeunes a poussé l'équipe catalane à une grande maîtrise, à une conservation du ballon plus que correcte, surtout de la part des avants. Suffisant pour gagner un match difficile vues les conditions atmosphériques. Et même si Patrick Arlettaz parle de « petit miracle » force est de constater que c'est dans la difficulté de certaines victoires que se construit l'ADN d'une équipe. Il y aura forcément un après-Carcassonne. Référence sera faite



Damien Chouly, capitaine sang et or.

à ces pick-and-go qui ont amené de l'avancée. À ces rucks, dans l'ensemble, mieux maîtrisés. À cette faculté de savoir conserver les ballons importants comme lors des quatre dernières minutes de chaque mi-temps. Préférant se concentrer sur la solidarité dont ont fait preuve ses joueurs, Patrick Arlettaz ne paraît pas inquiet du déchet de ses troupes : « *la conquête a été balbutiante mais on saura l'arranger* ». Dont acte . Une semaine laborieuse attend donc les sang et or avant d'accueillir Mont-de-Marsan ce samedi.

Cette première victoire à l'extérieur à Carcassonne comble d'aise l'excellent Ben Volavola : « *Oh yes ! Very happy* ».

Jo Solatges

A l'affiche

Perpignan

L'Archipel. *Vendredi 2 octobre à 12h30.* Lecture sandwich : Le Maître et Marguerite de Boulgakov. Libre sur réservation.

Elmediator. *Vendredi 2 octobre à 21h.* The bloody beroots/ Rusic.

Médiathèque. *Samedi 3 octobre à 10h30.* Rencontre littérature/Théâtre. Libre.

L'Archipel. *Mardi 6 octobre à 20h30 et mercredi 7 octobre à 19h.* Morphine d'après Boulgakov par la compagnie Troupuscule.10 à 20€. *Jeudi 8 octobre à 20h30.* Musique de nuit par Ballaké Sissoko & Vincent Segal, musiques du monde. 11 à 23€.

Institut Jean Vigo. *Mardi 6 octobre à 19h.* L'homme du sud de Jean Renoir. *Jeudi 8 octobre à 19h.* Les liaisons dangereuses 1960 de Roger Vadim. Le film 6€ .

Alénya

Caves Ecoiffier. *Vendredi 2 octobre à 19h.* Inauguration du festival Vendanges d'automne. A *21h.* Théâtre Le gang par la compagnie La lanterne. 6 et 12€.B *Samedi 3 octobre à 18h30.* Théâtre Avec Charles c'est mieux par la compagnie Qu'est-ce à dire ? 12 et 6€. *A 21h.* Gasy jazz project en partenariat avec Jazzèbre. 5 à 13€. *Dimanche 4 octobre* journée. Journée des saveurs et des sens.

Cabestany

Centre culturel. *Samedi 3 octobre à 15h30.* Napperon par la compagnie Amnesik Théâtre, à partir de 4 ans. 12 à 6€.

Port-Vendres

Jardin du Dôme. *Dimanche 4 octobre à partir de 12h30.* Pique-nique musical avec Jazzèbre. *A 14h30.* Concert par l'Orchestre Merversible. 5 à 12€.

Saint-Estève

Théâtre de l'Étang. *Lundi 5 octobre à 18h30.* Chemins d'Antonio Machado, conférence de Jacques Issorel. Libre. *Jeudi 8 octobre à 18h30.* L'Irlande d'une guerre à l'autre, conférence de Pascale Amiot. *A 20h30.* Film Michael Collins de Neil Jordan, dans le cadre de Les toiles. Libre.

Un arrêté préfectoral informe que les rassemblements de plus de 30 personnes sont interdits jusqu'au 11 octobre 2020.

Les événements culturels risquent d'être annulés. Nous invitons les lecteurs à prendre tous les renseignements nécessaires.

Treize chibanis harkis

Expo. ***Le Mémorial du camp de Rivesaltes accueille une exposition temporaire, «Treize chibanis harkis», qui retrace le parcours de vie de ces « indésirables ».***

La «journée nationale d'hommage aux Harkis et autres membres des formations supplétives» a été instituée en reconnaissance des sacrifices consentis du fait de leur engagement au service de la France lors de la guerre d'Algérie. Ce 25 septembre fut la date choisie pour le vernissage de l'exposition Treize chibanis harkis en présence d'Hermeline Malherbe, présidente du Conseil départemental des Pyrénées Orientales, et Patrick Cases, Conseiller Régional PCF.

Azzedine, Hocine, Youssef, Lounes, Slimane, Saïd, Moussa, Ahmed, Lakhdar, Ali, Malek, Tayed et Mohammed nous sont présentés tour à tour par l'historienne Fatima Besnaci-Lancou, qui, avec une sincérité empreinte d'émotion leur redonne vie pour quelques instants. Chacun de ces hommes a relaté son expérience de la guerre, de l'exil et des camps, dont celui de Rivesaltes. Serge Vollin a peint ces déracinés sans bouche, ni oreilles, comme si la douleur devait être tue. « *Le peintre Serge Vollin et l'historienne Fatima Besnaci-Lancou ont fait « pot art commun » : le trait du dessin, le trait du mot enlacés pour dénouer les fils des non-dits des histoires officielles.* » précise Patrick Cases.

Juste une «quête de vérité»

Entre 1962 et 1964, 22.000 harkis vont séjourner au camp de Rivesaltes. Considérées comme «indésirables» des deux côtés de la Méditerranée, ces familles seront traitées comme des «réfugiés» et non comme des «rapatriés». Patrick Cases ajoute : « *Les harkis assis entre deux cultures en équilibre, funambules dérisoires dans une tempête historique déchirante. (…) Si les portes du camp de Rivesaltes se sont refermées sur tant de douleur, d'autres camps s'ouvrent aussi « «déchireurs »de visages, des cœurs éparpillés sur notre mer commune. (…) Chaque espace gagné à l'intolérance, chaque millimètre gagné à l'obscurantisme est une victoire et simplement merci de redonner du bleu à la Méditerranée, cette mer passerelle, dont le Mémorial est un sous-marin d'humanité* ».

« Sachez bien que nos aïeux ont combattu pour la France »

Puis, Mouss et Akim, qui ont été au cœur de projets collectifs comme Zebda, accompagnés de leurs musiciens, vinrent intensément rythmer et parfaire la soirée avec des chants de luttes, et d'immigration. « *Sachez bien que nos aïeux ont combattu pour la France* », scandent-ils avec détermination contre l'oubli. Toutes ces mélodies, tous ces textes, de France et d'ailleurs, nous rappellent que « *la musique est significative du mouvement de nos identités* », comme l'affirme Mouss. Il devient alors bien difficile pour le public conquis de rester assis…

Evelyne Bordet

Exposition jusqu'à fin janvier 2021

www.memorialcamprivesaltes.fr

Le pouvoir et la raison

Archipel. ***Torreton dans « La vie de Galilée », en ouverture de saison. Grandiose !***

Dans le contexte anxiogène que nous vivons c'était un vrai bonheur, la semaine passée, de retrouver le chemin de l'Archipel, de se lover dans ses fauteuils rouges et, the last but not the least, d'assister à un spectacle haut de gamme, *La vie de Galilée* de Bertolt Brecht, mis en scène par Claudia Stavisky, Philippe Torreton dans le rôle titre.

Galilée, mathématicien et physicien, développe les thèses de Copernic sur la rotation de la terre autour du soleil, inadmissible pour l'Église qui refuse que l'homme ne soit plus au centre de la création, thèse qui a valu le bûcher à Giordano Bruno. La pièce s'attache à retracer chronologiquement les étapes du combat de Galilée pour faire connaître la vérité scientifique, c'est la lutte entre la raison et l'obscurantisme, entre l'homme de science et l'Inquisition. Incarné par un Philippe Torreton impressionnant, dominant une distribution impeccable, Galilée, ici, n'est pas un héros mais un homme terriblement humain, plein de paradoxes, n'hésitant pas à sacrifier sa famille, abjurant par peur de la torture, feignant de se soumettre mais poursuivant sa tâche clandestinement. La mise en scène de cette tragédie de l'individu face à l'arbitraire du pouvoir, met explicitement en exergue des allusions à la montée du nazisme. La pièce a été écrite en 1938-1939, c'est Brecht et ses propres tourments que l'on entend au travers des déboires et de la vulnérabilité de Galilée.

La scène est résolument sombre, meublée a minima, soulignant le côté ascétique du savant seul face aux étoiles ou à ses livres, manquant d'écus pour payer le laitier. La pauvreté de son intérieur et de sa mise créant un contraste permanent avec les salons et antichambres où il doit aller plaider sa cause. Le public suit son parcours à l'aide d'indications de temps et de lieu projetées sur l'écran qui lui fait face, un dispositif qui ménage une sorte de suspens. Passant de l'excitation de la découverte, de la dérision face aux aléas, à l'accablement quand les menaces se précisent, Galilée-Torreton tout à la fois fascine, irrite, émeut… Il donne toute sa puissance symbolique à un questionnement qui ne peut que fortement parler à celles et ceux pour qui démocratie et liberté d'expression ont un sens.

Galilée incarné par un Philippe Torreton impressionnnant.

Nicole Gaspon

Marguerite Duras à Cerbère (reporté)

Théâtre. ***L'île théâtre monte Eden cinéma d'après Un barrage contre la Pacifique, à voir au Belvédère du Rayon vert. Questions à Daniel Mesini qui cosigne la mise en scène.***

Votre création est une adaptation du roman de M Duras Barrage contre le Pacifique, qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser justement à cette œuvre là ?

Je suis venu à Duras, après Genet et Camus, en souhaitant me confronter à l'une de nos plus grandes auteures contemporaines, après avoir commencé mon travail de metteur en scène avec les grands classiques comme Marivaux ou Brecht.

Duras c'est d'abord une musique avec des fulgurances poétiques inégalées, une attention portée aux regards des hommes et plus précisément au combat d'une femme contre les éléments, ici la nature, la cupidité et la corruption de la bête humaine.

Le sujet du roman et donc de la pièce ?

Adaptée d'Un barrage contre le pacifique, l'Éden cinéma est une autofiction, Marguerite Duras nous y entraîne dans son propre labyrinthe où le metteur en scène pourrait se perdre auprès de vrais-faux personnages qui sont autant de figures aussi bien réelles que fictives.

La mère de l'Éden Marie Donnadieu est-elle la vraie mère de Duras avec son cortège d'éléments autobiographiques ou cette mère courage créée pour la scène ? Et l'amant de la pièce a-t-il existé, le frère et la sœur s'aiment-ils d'un amour proche de l'inceste ? Autant de pistes par lesquelles Duras nous mène à ses délires, à la folie d'une mère qui telle Sisyphe construit des barrages contre le Pacifique afin de cultiver des terres insalubres pour nourrir ses enfants, devenir riche, nourrir les pauvres du delta du Mékong, construire une école ? ou tout simplement vivre. « *Et puis, tu vois… (la vie)* » dira la mère à sa fille, la vie entre parenthèses qui ouvre un champ infini au travail du dramaturge.

Vos motivations pour le choix du lieu ? Est-ce un lieu « durassien » ?

Ce sera au spectateur de démêler le vrai du faux, de se faire son idée en suivant les pistes ouvertes par la mise en scène et jamais fermées, pistes qui nous ont conduits au Belvédère du Rayon Vert, l'ancien palace de Cerbère qui nous rappelle les Roches Noires, ce palace où Duras aimait écrire à Trouville.

L'Éden c'est aussi un travail iconoclaste sur Duras, le parti pris de casser son image d'intellectuelle d'art et d'essai, de la rendre accessible au plus grand nombre, au non-public, de faire jaillir le burlesque de certaines séquences, et surtout cette poésie que les acteurs ont pour mission de porter à son plus haut niveau pour la rendre intelligible au cœur des hommes.

Recueilli par Nicole Gaspon

Suite à l'arrêté préfectoral le spectacle est reporté à une date ultérieure.

L'éden cinéma avec Philippe Ambrosini, Dominique Bidaubayle, Jean-Paul Garcia, Chantal Mesini, Daniel Mesini. Mise en scène Chantal, Daniel Mesini. Le Belvédère du Rayon Vert à Cerbère

Réservations au 06 76 54 41 40 ; 15€.

Josep Sebastia Pons (Ille-sur-Têt, 1886 - 1966)

Perpignan. ***Petit déjeuner littéraire à la médiathèque avec Eusebi Ayensa, universitaire, venu de Catalogne Sud honorer la mémoire de Josep Sebastia Pons.***

Eusebi Ayensa Prat intègre dans son édition complète des correspondances publiques et privées, des poèmes inédits en langue catalane, révélant l'évolution, la profondeur et la richesse des créations de Josep Sebastia Pons.

Ses manuscrits originaux ont été légués à la Ville de Perpignan par sa famille, et conservés à la médiathèque. Ils ont été catalogués, numérisés et mis en ligne pour tous les publics au portail Patrimoine - Reconnaissance.

Dans son enfance, Josep Sebastia Pons parlait français. C'est avec son grand-père et en jouant avec ses amis dans les rues d'Ille-sur-Têt, que ce sont tissé des liens indéfectibles avec la langue catalane, devenue par la suite sa langue de cœur et d'expression pour toujours.

Josep Sebastia Pons puise son inspiration dans des questions existentielles : la vie et la mort, mais aussi son désir de liberté, ses souvenirs d'amitiés, le temps qui passe, l'évocation de l'absence et des séparations…

Son recueil « Roses i xipres » a été salué par Maragall en 1911 « que sent la terra ; ya tot el Rossello a dintre ». Maragall honore ses œuvres à venir « l'Aire i la fulla, Cantilena » etc. Pere Figueres accompagné de Gérard Meloux, nous a livré sur les accords des guitares le Cami vell, la Vall closa, Amic Pereta et de Simona Gai, «M'has refusat una canço ».

Eusebi Ayensa Prat nous a transportés au-delà de la frontière et en-deça, avec Verdaguer, Alcover, Maillol. Ils partagent des mêmes inspirations avec Josep Sebastià Pons clamant leur catalanité.

Mariam Garcia Clapera

Le poéte de Ille-sur-Têt, Josep Sebastia Pons.

Les Quatre Barres van florint…
Jo llançaré de banda a banda
el vel estès del ritme d'or,
arreplegant contes d'amor,
com de perles una garlanda
amb el seu filat trau el pescador!
de Josep Sebastia Pons, poète Catalan Universel

Juliette Gréco s'en est allée

© Ron Kroon / Anefo

Femme de cœur et de grand talent. Femme libre et rebelle, se moquant des modes et des conformismes. Femme engagée, toujours du côté des « sans ». Sa présence formidable, sa voix profonde si émouvante nous manqueront, mais ses chansons resteront inoubliables.

Plus d'articles sur le site www.letc.fr

Des coups sur la tête !

Lors de ma dernière visite chez mon cardiologue préféré, il m'a interrogé sur la façon dont j'avais passé le confinement : devant mon affirmation de ne pas avoir trop souffert de l'épreuve, il m'a fait part de son inquiétude devant le nombre de patients qu'il rencontre et dont il a l'impression qu'ils ont pris un coup sur la tête, sans qu'ils en soient nécessairement conscients, sans qu'ils manifestent des troubles graves, pathologiques.

Je me dis que ces semaines hors sol, d'une vie qui n'en est plus tout à fait une, dans des villes désertes, à compter les malades et les morts tous les soirs à la téloche peuvent sûrement entraîner des conséquences. Une perturbation latente, une inquiétude diffuse, une humeur altérée, un comportement surprenant, des propos hors sujets, un repli sur soi renforcé. Et moi qui fais le flambard, il ne serait peut-être pas impossible que le syndrome du Covid ne m'ait frappé la caboche ; comme il a touché beaucoup de ceux et celles qui ont eu à vivre cette période troublée.

© Pixabay.

Un peu d'oxygène

Le déconfinement qui fut plus tardif que prévu n'a pas effacé toutes les perturbations, même si on avait le sentiment d'un répit que la période estivale a permis de renforcer, mais avec la conscience que la bébête ne marquait que temporairement le pas. On l'aurait presque oubliée : les plus jeunes plus particulièrement qui prenaient des libertés avec les gestes barrières, et les pouvoirs publics qui semblaient aussi parfois fermer les yeux et avoir décidé de laisser s'engouffrer un peu d'oxygène dans nos vies

Une durée très indéterminée

Mais le virus est toujours là, les menaces qu'il fait peser sur notre santé, sur notre système de santé, sur nos habitudes de vie, sur notre vie sociale, culturelle, économique, politique sont toujours aussi prégnantes, nous cherchons à les préserver aussi normales que possible dans un contexte marqué par de lourdes incertitudes que les données médicales, scientifiques, à ce jour, ne lèvent pas. La durée de tout ce barnum est totalement indéterminée, mais on est amené à se douter qu'elle risque de nous obliger à faire preuve de patience. D'où les risques de prendre des coups sur la tête, encore et toujours, en particulier pour tous ceux que la situation fragilise et ils sont nombreux.

Le pouvoir va parer au plus pressé, donner au patronat de quoi sauver ses meubles et même plus, saupoudrer sur le salariat et les autres de quoi ne pas sombrer tout à fait, répondre à l'immensité des besoins sociaux avec un lance-pierre et de belles paroles, laisser les services publics dans leur misère, réduire la parole démocratique à la portion congrue.

Les complices du virus

La bande à Macron-Castex et consort semble dans l'incapacité de comprendre que le virus qui perturbe nos existences a des complices nombreux qui se sont installés dans notre vie depuis belle lurette, qu'ils l'empoisonnent, et qu'il faut tous les combattre pour nous rendre vraiment le goût de vivre. Ce dont nous avons besoin pour relever la tête, pour regarder loin, c'est d'une vision d'avenir qui ne soit pas plombée comme celle d'aujourd'hui.

De multiples organisations dans une démarche unitaire parlent, décrivent, revendiquent la construction d'un Jour d'après, différent, solidaire, exigeant. Il ne vous étonnera pas qu'elles soient plus à gauche que le pouvoir actuel, qu'elles prônent un vrai et équitable partage des richesses, plus de libertés, de démocratie. La confiance dans l'avenir est aussi une arme essentielle pour combattre les virus. Le remède, le vaccin ne seront pas que médicaux. Il y faut un traitement complet pour sortir du marasme et ne plus prendre des coups sur la tête.

Jean-Marie Philibert

- annonces légales - annonces légales -

Le 24/08/2020, il a été constitué la SCI:MYLANN Capital:2€. Objet: L'acquisition et gestion civile de biens immobiliers en vue de location non meublée.Siège:169A CHEMIN DES VIGNES 66380 PIA. Gérance: BOGATCHEK SANDRA 169A CHEMIN DES VIGNES 66380 PIA.Durée:99 ans. Au RCS de PERPIGNAN

Constitution SSP du 09/09/2020 de Diips, SARL unipersonnelle au capital de 1000 euros. Siège: 1 Rue Des Alouettes, 66380 Pia. Durée: 99 ans. Gérance: Mlle. SOLA Marjorie 1 Rue Des Alouettes, 66380 Pia. Objet: Décoration avec peinture aérosol en bombe , fresques murales et aréographie. Customisation, vente d'objets, vêtements, accessoires, articles de décoration. Formation à l' art urbain. Organisation d'événements, d'animations et d'expositions. RCS: PERPIGNAN.

CASINO DU BOULOU

SAS au capital de 39090 Euros
Siège social :
Route de Perthus, 66160 Le Boulou
664 200 995 RCS de Perpignan

L'associée unique par décisions du 28/03/2020, a nommé à compter du même jour en qualité de Commissaire Aux Comptes Titulaire : PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, SAS au capital de 2510460 euros, ayant son siège social 63 RUE DE VILLIERS, 92200 Neuilly-sur-Seine, 672 006 483 RCS de Nanterre, en remplacement de F 2A FOURCADE AUDIT ASSOCIES.

Et a pris acte de la cessation des fonctions des Commissaires Aux Comptes Suppléant, SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT - SECA.

Modification du RCS de Perpignan

Par acte SSP du 14/09/2020, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : FLOJO SUN LOC

Objet social : Acquisition de tous immeubles et hébergements, bâtis ou non bâtis, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement. Administration et l'exploitation par bail, location ou autrement desdits immeubles

Siège social : 8 Rue Ferdinand de Lesseps, 66280 Saleilles.

Capital : 1000 €

Durée : 99 ans

Gérance : Mme CONDE-FOULQUIER Florence, demeurant 8 Rue Ferdinand de Lesseps, 66280 Saleilles, M. CONDE José, demeurant 8 Rue Ferdinand de Lesseps, 66280 Saleilles

Clause d'agrément : Cession soumise à agrément

Immatriculation au RCS de Perpignan

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, CRPCEN, le 23 septembre 2020, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle par :

Monsieur Claude Henri Frédéric François CAZETTES, retraité, et Madame Eveline Jeanne MAYORGAS, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à SAINT-CYPRIEN (66750)9 rue Paul Valery.

Monsieur est né à VERDALLE (81110) le 23 avril 1938,

Madame est née à FES(MAROC) le 13 septembre 1943.

Mariés à la mairie de GRENOBLE (38000) le 28 décembre 1963sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

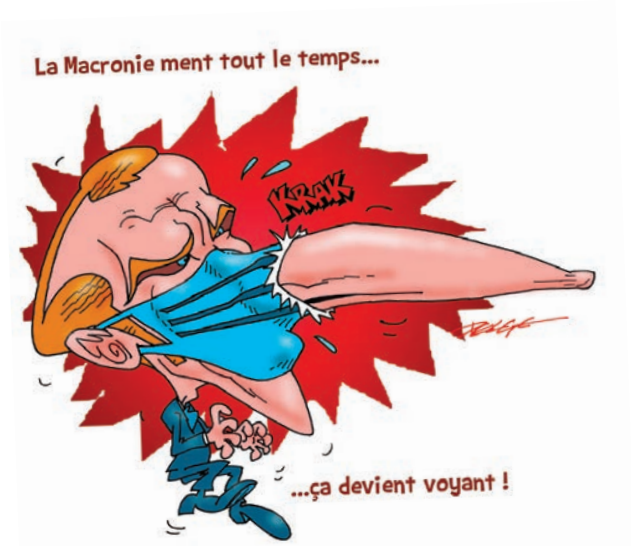
Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L'actu vue par DELGE



Habilité à la parution de vos **annonces légales**
legales@letc.fr